

---

## Répression officielle de mouvements de protestation indigène en Amazonie péruvienne

La Rédaction

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jsa/10807>  
DOI : 10.4000/jsa.10807  
ISSN : 1957-7842

### Éditeur

Société des américanistes

### Édition imprimée

Date de publication : 23 juillet 2009  
Pagination : 212  
ISSN : 0037-9174

### Référence électronique

La Rédaction, « Répression officielle de mouvements de protestation indigène en Amazonie péruvienne », *Journal de la Société des américanistes* [En ligne], 95-1 | 2009, mis en ligne le 10 juillet 2009, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jsa/10807>

---

© Société des Américanistes

# PÉROU

## RÉPRESSION OFFICIELLE DE MOUVEMENTS DE PROTESTATION INDIGÈNE EN AMAZONIE PÉRUVIENNE

Le 9 avril 2009, les organisations indigènes d'Amazonie péruvienne ont débuté une campagne de protestation pacifique afin d'obtenir du gouvernement l'abrogation des décrets législatifs 994, 995, 1060, 1064, 1080, 1081, 1083, 1089 et 1990, ainsi que de la Loi des Ressources Hydrauliques (Loi 29338), considérés comme pénalisant leurs droits, en particulier en matière de territoires. Les décrets visent, d'après les organisations indigènes, à faciliter l'investissement de capitaux privés dans les projets d'extraction, sans contrepartie, des ressources forestières, minières et des hydrocarbures. La légitimité des revendications indigènes se fonde sur la convention 169 de l'OIT qui mentionne l'obligation d'une consultation préalable à toute résolution susceptible d'affecter les peuples indigènes. Le gouvernement invoque, quant à lui, un alignement législatif sur les accords établis par le Traité de Libre Commerce signé le 12 avril 2006 entre le Pérou et les États-Unis. La campagne de protestation intervient après une série d'initiatives du même ordre, également sous le mandat du président Alan García Pérez, contre des réformes législatives lancées par le gouvernement, sans consultation ; les textes en question furent abrogés <sup>1</sup>.

Le 5 juin, cependant, les autorités ont eu recours aux forces armées pour « neutraliser » l'un des principaux foyers de protestation : le blocage de la route Fernando Belaúnde Terry aux environs de Bagua (département Amazonas) dans le nord-est du Pérou. Parmi le nombre encore indéterminé de victimes (une trentaine selon les sources officielles) figurent des civils, des leaders indigènes et des membres de la police. Les organisations de défense des droits de l'homme font état, pour leur part, de près de 70 disparus. Ces très graves incidents, fruit d'une intervention policière que l'on doit qualifier au minimum d'« inadéquate », ont été suivis d'une série de détentions extra-judiciaires. La persécution des leaders indigènes a contraint Segundo Alberto Pizango, président de l'AIDASEP (*Asociación interétnica de desarrollo de la selva peruana*) et porte-parole des indigènes dans les négociations avec le gouvernement, à demander l'asile politique au Nicaragua. L'échec des négociations ne surprend guère quand on se réfère aux propos du président García qualifiant les populations indigènes de « citoyens qui ne sont pas de première catégorie » et dont les actions orienteraient le pays vers « l'irrationalité et la régression primitive » <sup>2</sup>. Dans l'attente d'une réouverture, vivement souhaitée, du dialogue, plusieurs foyers de tension persistent.

### NOTES

1. Signalons l'abrogation des décrets 1015 (« Ley de la selva ») et 1073 en août 2008 à l'issue d'une période d'intenses mobilisations et sous la pression d'une requête présentée par la *Defensoría del Pueblo* dénonçant leur caractère inconstitutionnel. Comme antécédents des récents événements on peut citer les mobilisations, en 2008, des peuples Achuar du fleuve Corrientes et Quechua du Pastaza autour du lot 1AB exploité par la compagnie argentine PlusPetrol.

2. Extrait d'une conférence de presse du président García justifiant l'intervention policière à Bagua : « Estas personas no son ciudadanos de primera clase que puedan decir 400 mil nativos a 28 millones de peruanos: "tu no tienes el derecho de venir por aquí" de ninguna manera. Este es un error gravísimo y quien piensa así quiere llevarnos a la irracionalidad y al retroceso primitivo en el pasado ».

La rédaction